

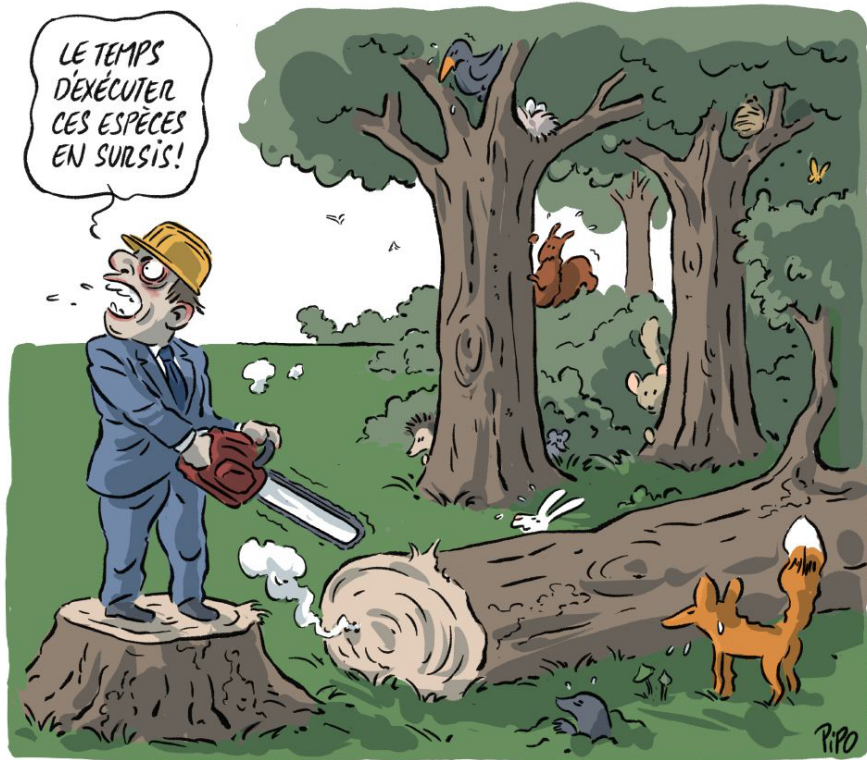
# La Révolte

n°110

« Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté, est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte. » **Albert Camus**

**Mars  
2025**

A69: LE GOUVERNEMENT FAIT APPEL ET DEMANDE UN "SURSIS À EXECUTION" POUR QUE LE CHANTIER REPRENNE.



## Edito

Parfois, au plus profond de l'hiver, quand le ciel est lourd et menace, une éclaircie soudaine répand sa lumière et réchauffe nos cœurs. Nous avons beau savoir qu'il ne s'agit que d'un répit, nous savourons le moment sans boudier notre bonheur. C'est un peu de cela que nous a livré l'actualité de ce jeudi 27 février 2025 par deux décisions judiciaires prononcées à des centaines de kilomètres l'une de l'autre mais dont le rapprochement fait sens.

La première vient du tribunal administratif de Toulouse qui a annulé l'autorisation environnementale du chantier de l'autoroute A69, suivant les recommandations de la rapporteuse publique évoquant « l'absence de raison impérative d'intérêt public majeur ». Le tribunal observe « que le territoire ne présente ni un décrochage démographique, (...) ni un décrochage économique (...) L'A69 et l'élargissement de l'A680 n'ayant que des bénéfices de portée limitée, il n'y a pas de nécessité

impérieuse à les réaliser, et les arguments présentés en faveur de ces projets ne justifient pas qu'il soit dérogé à l'objectif de conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages. »<sup>1</sup>

La seconde vient de Strasbourg, avec l'arrêt de la Cours Européenne des Droits de l'Homme qui a condamné l'État français pour violation du droit à la vie<sup>2</sup>, pour la mort de Rémi Fraisse à Sivens, le 25 octobre 2014. A cette annonce, l'avocat du père de Rémi a déclaré : « Le recours inapproprié à la force lors des manifestations contre le barrage de Sivens est désormais acquis. Pour éviter de nouvelles condamnations, la France doit maintenant tirer toutes les conséquences de cette décision et revoir en profondeur sa politique de maintien de l'ordre. »

Quel rapport entre ces deux décisions ? Le ministre délégué chargé des Transports, Philippe Tabarot, qualifie le jugement du tribunal de Toulouse d'« ubuesque » (amusez-vous à dire cela, vous qui n'êtes pas ministre...) tandis que le député du Tarn déclare de son côté : « Comment accepter que les juges n'aient pas pris en compte la situation du chantier avec près de 300 millions d'euros de travaux déjà engagés, 45 % des terrassements réalisés, 70 % des ouvrages d'art construits et plus de 1 000 salariés du concessionnaire qui se retrouveront demain sans emploi »<sup>3</sup>. Ces deux réactions sont symptomatiques : l'État et les élus ont pris l'habitude d'entamer des travaux soit-disant d'intérêts généraux sans attendre que les recours et jugements ne soient actés. Et ils savent -puisque il y a des précédents comme le pont de l'île de Ré (ou plus proche de chez nous la station de ski du Somport) - qu'une fois l'ouvrage réalisé, il n'est pas détruit, même s'il venait à être jugé illégal. C'est la raison pour laquelle les luttes comme celles du Somport en son temps, celle de Sivens ou de l'A69 obligent les opposants à occuper le terrain pour empêcher les travaux d'avancer, même lorsque

les préfets interdisent les manifestations. Combien de militants ont été violentés, arrêtés, tabassés, emprisonnés dans ces circonstances ? Rémi Fraisse est de ceux-là. Lorsque Darmanin a tenté de criminaliser les soulèvements de la Terre, c'est à la suite d'une manifestation à Sainte-Soline qui entre dans la même logique.

Ce que nous rappellent ces deux jugements quand on les rapproche, c'est que ce ne sont pas les opposants à ces projets délirants les criminels mais ceux qui tentent le passage en force. Ce qui est ubuesque, ce n'est pas qu'un tribunal puisse douter des retombées pour la population locale du passage d'une autoroute, ni qu'il prenne en compte le coût environnemental, ce qui est ubuesque c'est que des travaux puissent être engagés avant que les tribunaux n'aient eu le temps de statuer. Et ce qui est révoltant c'est que l'État tue un jeune homme de 21 ans qui veut protéger la nature.

1 « Autoroute A69 : la justice annule l'autorisation environnementale du projet d'autoroute entre Castres et Toulouse, le chantier est arrêté », Le Monde, 27 février 2025.

2 « Décès de Rémi Fraisse lors des opérations de maintien de l'ordre sur le site de Sivens : la Cour conclut à la non-violation des obligations procédurales attachées à l'article 2 de la Convention mais à la violation de l'article 2 dans son volet matériel, les autorités n'ayant pas assuré le niveau de protection requis pour parer aux risques d'atteinte à la vie », requêtes n° 22525/21 et 47626/21, CEDH 066 (2025) 27.02.2025.

3 « Mort de Rémi Fraisse : la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation du droit à la vie », Le Monde, 2è février 2025.

Jipé

## Syrie : La guerre sans fin

La fuite de Bachar al-Assad et le changement de régime en Syrie n'ont pas permis de mettre fin au conflit dans le pays, mais plutôt de concentrer les tensions sur la région autonome du Rojava. En effet, depuis la prise du pouvoir par le groupe islamiste HTS1, l'armée turc a multiplié les bombardements sur plusieurs zones nord de la Syrie. Le front s'élargit au sud de Raqqa, après des combats entre FDS1 et HTS. La manœuvre a permis à l'état islamique de se reconstituer au centre du pays. La défense du barrage de

Tichrine sur l'Euphrate est assurée par des cortèges de manifestant, venues protéger leur accès à l'électricité et à l'eau d'irrigation. C'est sous les bombardement des drones, lors des attaques de l'ANS1, que payent de leur sang, les civils kurdes. Il faut que cela cesse.

L'inaction de la communauté internationale encourage Erdogan a multiplier les crimes de guerre, en ciblant particulièrement les civils et les infrastructures essentielles. Ponts,

**CNT-AIT, 22 rue pasteur - cnt-ait-pau.fr**

barrages, silos à grains, station d'eau potable, centrales électriques, habitations et même un marché aux légumes, font déjà partie de la liste non exhaustive des massacres opérés par les forces turcs et l'on dénombre plus de 400 morts, depuis l'intensification des combats.

Le bouleversement du contexte géopolitique, avec l'élection de Donald Trump aux états-unis, rajoute de l'incertitude au chaos ambiant. En octobre 2019, lors de sa première mandature, Le milliardaire ordonnait le retrait des troupes américaines du Rojava, laissant le champ libre au régime d'Ankara, pour une invasion du nord de la Syrie, par une campagne de bombardement massif, un déplacement forcé des populations et l'instauration d'une zone tampon de sécurité entre la Turquie et la région autonome du Rojava. Les russes conservent deux bases et l'accès en méditerranée au nord ouest du territoire. Chacun s'observe, comme aux heures de la guerre froide.

L'omerta des médias de l'oligarchie à ne pas communiquer de ces exactions laisse perplexe. À moins d'y voir, la volonté d'assujettir l'opinion publique à d'autre thématique bien plus nombriliste, et ne pas fâcher l'allié turc, ou remettre en cause, quoi que ce soit

## La Section Roms-Gens du Voyage CNT-AIT de Pau

"« Il y a vraiment quelque chose qui ne va pas » !

**Barricades de Voyageurs à Lescar et racisme actif... " !**

Depuis plusieurs mois et dans un article précédent, je vous faisais part de ma rencontre avec de jeunes manifestants Voyageurs du rond-point de Lescar... L'un de leur panneau disait « Bayrou, on veut te voir » ! Ces citoyens français, d'origine manouche, étaient particulièrement exaspérés par la boue, les rats, les amoncellements de déchets, sur leur lieu de vie... Puis la structure Gadjé-Voyageurs a fermé... Des centaines de personnes se retrouvaient sans accès à leur courrier étant nomades... Un élu de Pau a tenté de faire « avancer le dossier » : M. Mora. Hélas la rage était déjà trop grande, trop forte, tenace... Face au tarif prohibitif des fluides (eau, électricité), au non ramassage des ordures ménagères, au fait d'être mis à l'écart et de devoir vivre en bordure d'autoroute, isolés, les ensembles de familles ont une nouvelle fois manifesté, mais cette fois-ci de manière ultra violente ! Tenue de rond-point, blocage de route, jet d'objets sur l'autoroute, barricades et incendies de ces barricades... jusqu'au dénouement dramatique de violences à l'encontre de Policiers, de Gendarmes utilisant les lacrymogènes au sein-même de l'Aire d'accueil, et 10 interpellations et gardes à vue, le déplacement des Pompiers ! Une situation dramatique, alors qu'il aurait suffi d'une médiation de longue haleine ! D'un accompagnement des familles ! Du coup les médias locaux, typiquement béarnais dans le traitement des informations à propos des Gens du Voyage, ont informé les lecteurs de la situation dans les journaux Sud-Ouest Béarn-Pau et la République des Pyrénées du 12 février 2025, et les jours suivants pour les 4 condamnations à des peines de prison ferme d'une durée de 3 mois, pour les prévenus... Les propos sont racistes, eux aussi violents : car si l'on veut stationner une caravane dans un gardiennage, il est fréquent de se faire malmener, insulter, voire agresser par des propriétaires de gardiennages camping-cars peu scrupuleux, comme cela m'est arrivé dernièrement. Le problème est profond : l'accès à la propriété, aux terrains familiaux privés, dont l'Etat bloque les décisions adminis-

## Lettre à Marcel Paul

Je sais que, de l'endroit où tu te trouves, tu ne pourras pas me répondre, mais je t'écris quand même.

J'ai pour toi et les hommes de ton espèce du respect, de la reconnaissance et de l'admiration.

A peine libéré des camps de la mort, aidé par des camarades tels que Pasquier, Gambier et bien d'autres, tu menas à bien la nationalisation d'EDF-GDF et du statut qui en résulta.

Pour parvenir à tes fins, il te fallut déjouer bien des pièges et chausse-trapes et lutter, avec une volonté et une énergie farouches, contre les forces les plus réactionnaires. Enfin, le 8 avril 1946, la lumière fut nationalisée !

Aujourd'hui, le gouvernement s'emploie, avec une majorité parlementaire à sa botte, à finir de démolir nos deux entreprises qui restent deux superbes outils au service du public et du pays. Je crains que la lumière et le gaz ne soient totalement privatisés et que disparaissent, aussi, toutes nos protections sociales. Le même sort guette d'ailleurs tous les autres services publics. Le pays traverse une telle crise qu'il faut crier notre révolte !

J'imagine que, si tu étais là, tu me dirais qu'il ne faut pas s'abandonner à la résignation,

## Jacques Prévert, La chasse à l'enfant

Bandit !  
Voyou !  
Voleur !  
Chenapan !  
Au-dessus de l'île on voit des oiseaux  
Tout autour de l'île il y a de l'eau  
Bandit !  
Voyou !  
Voleur !  
Chenapan !  
Qu'est-ce que c'est que ces hurlements  
Bandit !  
Voyou !  
Voleur !  
Chenapan !

C'est la meute des honnêtes gens  
Qui fait la chasse à l'enfant  
Il avait dit  
J'en ai assez de la maison de redressement  
Et les gardiens à coups de clefs lui avaient  
brisé les dents  
Et puis ils l'avaient laissé étendu sur le  
ciment  
Bandit !  
Voyou !  
Voleur !  
Chenapan !  
Maintenant il s'est sauvé

**Ta révolte sur notre blog : <http://comitedelarevolte64.over-blog.com>**

de son partenariat commercial avec l'union européenne. Ou bien d'y voir un temps pour l'Europe de renégocier les termes du chantage turc, d'ouvrir grandes ses frontières vers le vieux continent, aux trois millions de syriens réfugiés sur son sol. Turquie encore, où la répression s'abat contre les journalistes, qui ont l'outrecuidance d'informer de la situation syrienne. Perquisition de locaux, menace, intimidation, arrestation, comparution immédiates et condamnation pour apologie de terrorisme s'applique à tous médias informant de la cause kurde.

Des prisons turques, on cherche encore la clé de la cellule d' Abdullah Öcalan, leader kurde, emprisonné sur l'île d'Imrali, depuis 26 ans, et à l'isolement ces dix dernières. La coalition gouvernementale turque n'envisage aucun règlement politique à ce qu'elle nomme « le problème kurde ». La récente visite par des membres du DEM parti au fondateur du PKK<sup>1</sup> ne révèle qu'une cynique opération de communication. Öcalan est condamné à la prison à vie, sans perspective d'aucune libération conditionnelle. Dans ses dernières condoléances, l'état turc lui demande de dissoudre le PKK. Dans son dernier livre « Sociologie de la liberté »<sup>2</sup>, Öcalan expose l'idée d'un con-fédéralisme démocratique comme l'ultime moyen de vivre en paix.

**Häbal Agüere**

- 1 - ANS : Armée Nationale Syrienne. milice d'extrême droite pro turc proche Milliyetçi Hareket Partisi  
- FDS : Force Démocratique Syriennes. coalition militaire pro kurdes  
- HTS : Hay'at Tahrir al-Sham. groupe rebelle islamiste sous contrôle turc  
- PKK : Parti des travailleurs du Kurdistan  
2 - <https://paris-luttes.info/cercle-de-lecture-sur-ocalan-19122>  
sources : infolibertaire.net, rojinfo.com

tratives. Le Conseil de l'Europe condamne tout cela. Vous pouvez lire l'article édifiant à ce propos dans le PDF Dossier Défenseur des Droits : « Lutter contre les discriminations et atteintes aux droits subies par les Gens du Voyage », du 22 avril 2024, sur le Web. On peut voir que la Loi Besson n'est toujours pas totalement appliquée sur le territoire français. Les sites de stationnement sont souvent près d'usines, de lieux pollués, non viables pour les plus fragiles, ou insalubres avec des équipements cassés, ce qui aboutit à un mode de vie proche de celui d'un ghetto : fait de luttes et de discriminations, de graves maladies ! Nous constatons une inégalité des chances pour l'accès à la scolarisation, aux relais de santé, au travail... C'est la loi du « dédagisme » ! Où passent les subventions européennes normalement allouées aux besoins des familles, à qui profite cet argent ? Qui détourne ces ressources ? Il y a sans cesse violations des droits élémentaires, d'où obligatoirement, des réactions de dépit, puis de haine, de violence devenue incontrôlable ! Et ce sont les plus fragiles qui en pâtissent : les enfants, les femmes, les anciens ! Oui, nos familles manouches et gitanes sont victimes de grande stigmatisation en Pyrénées Atlantiques. Sans parler des Roms migrants ! Que l'on soit diplômé ou non, il reste très difficile d'accéder à des contrats de travail à Pau et alentours, nous obligeant à de longs trajets. C'est une injustice flagrante... Un état de fait ancré dans les mentalités urbaines et rurales... depuis des générations... Pendant ce temps, nos intellectuels et familles de Rescapés du Samudaripen (le Génocide de la 2ème guerre mondiale), célébraient les hommages et animaient les conférences-expositions au « Camp des Familles de Rivesaltes », près de Perpignan. Pour mémoire...

**La Pounie Kali**

qu'il s'agit de défendre EDF-GDF et tous les acquis sociaux ainsi que les valeurs propres à la République en ayant recours à la grève générale

Luttons afin que disparaisse la loi du profit et que naisse et vive une véritable démocratie au sein de laquelle le peuple assumerait sa souveraineté.

Nous avons du pain sur la planche. Puissions-nous rencontrer des hommes de ta trempe, susceptibles de conduire le pays sur le chemin d'une société libertaire qu'il nous faut inventer !

Je te salue camarade. Fraternellement !

**Noir C Noir**



On tire sur lui à coups de fusil  
Bandit !  
Voyou !  
Voleur !  
Chenapan !  
Tous ces messieurs sur le rivage  
Sont bredouilles et verts de rage  
Bandit !  
Voyou !  
Voleur !  
Chenapan !  
Rejoindras-tu le continent, rejoindras-tu le continent !  
Au-dessus de l'île on voit des oiseaux  
Tout autour de l'île il y a de l'eau.

